



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 02 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 15/05/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**VAUBERNIER**

Fromagerie  
Le Bois Belleray  
53470 Martigné-Sur-Mayenne

**Références :** 2025-247\_VAUBERNIER\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006301481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement VAUBERNIER implanté Le Bois Belleray Fromagerie 53470 Martigné-sur-Mayenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du suivi de la planification des inspections de l'unité interdépartementale Anjou-Maine de la DREAL Pays-de-la-Loire. Elle s'effectue notamment dans le cadre de l'action nationale liée aux installations de combustion.

Par ailleurs, elle vise au suivi de thématiques engagées lors de la précédente visite du 06/09/2024 (évolution de l'installation de combustion, suivi de l'étude sur le confinement des eaux d'extinction et suivi de l'étude technico-économique sur les consommations et les prélèvements d'eau).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAUBERNIER
- Le Bois Belleray Fromagerie 53470 Martigné-sur-Mayenne
- Code AIOT : 0006301481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VAUBERNIER exploite à Martigné-sur-Mayenne une usine spécialisée dans la transformation du lait : fabrication de fromages à pâte molle de type camemberts, bries et coulommiers de marque Bons Mayennais, du beurre et du lait écrémé, sous couvert de l'arrêté

préfectoral d'autorisation du 1 août 1995 modifié. L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642-1 et 2230 de la nomenclature pour ses installations de traitement et transformation de matières premières animales, et ses installations de réception, stockage, transformation du lait ou des produits issus du lait.

Contexte de l'inspection : Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- BIOCIDES
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                      | Référence réglementaire                                                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Registre MCP                                                           | Code de l'environnement du 12/05/2025, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 15 jours              |
| 4  | VLE Chaudières                                                         | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 III                              | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 5  | Conformité aux VLE                                                     | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 IV et 6.2.10                       | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 9 mois                |
| 6  | Mesure périodique                                                      | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II et 6.V                 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 7  | Vitesse d'éjection                                                     | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55                                     | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 3 mois                |
| 8  | Efficacité énergétique                                                 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9                                    | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 9  | Bassin de confinement                                                  | Arrêté Préfectoral du 01/08/1995, article 46                                     | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 1 mois                |
| 10 | Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide | Règlement européen du 22/05/2012, article 69                                     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 11 | Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide                        | Règlement européen du 25/02/2012, article 70                                     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Diagnostic et étude technico-économique | AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2      | Sans objet        |
| 3  | Combustible                             | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre sa mise en œuvre d'actions concernant son installation de combustion ainsi que ses dispositifs de rétention des eaux d'extinction.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Diagnostic et étude technico-économique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, prélèvements en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé : <ul style="list-style-type: none"><li>- des prélèvements ;</li><li>- des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ;</li><li>- des dispositifs de surveillance ;</li><li>- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.</li></ul> Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place.<br>Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).<br>Le diagnostic doit aborder 2 volets : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements ;</li><li>- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.</li></ul> Les éléments ci-dessous devront notamment être étudiés : <ul style="list-style-type: none"><li>- Caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages/ouvrages, nom de la nappe captée/ressource prélevée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage, caractéristiques des ouvrages ;</li><li>- Sensibilité, pressions, restrictions réglementaires sur les ressources prélevées ;</li><li>- Possibilités de substitution dans une autre ressource (moins sensible) ;</li><li>- Identification des ressources alternatives et examen de la faisabilité de les utiliser, même partiellement ou pour certains usages ciblés/ Conclusion sur l'existence de solutions alternatives pertinentes.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>La première étude technico-économique (n°218 072) réalisée avec GES et transmise en décembre 2023, concerne les consommations issues des réseaux d'adduction en eau potable. La consommation est estimée à 95 000 m <sup>3</sup> en 2023, suite aux différentes actions de réduction mises en œuvre, et l'exploitant se projette sur une consommation de l'ordre de 120 000 m <sup>3</sup> dans le cadre de l'augmentation de la production (pour rappel dans le dossier de demande d'autorisation de 1994, la consommation était de 125 000 m <sup>3</sup> ).<br>Suite à la visite d'inspection du 06/09/2024, l'exploitant a complété ce dossier avec une étude                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| complémentaire relative aux prélèvements dans la Mayenne (n°235 442) transmise en avril 2025.<br>Dans cette étude, l'exploitant effectue une mise à jour de ses prélèvements dans la Mayenne, destinés au refroidissement, en circuit ouvert (autorisés par l'arrêté préfectoral de 1995) de ses équipements de production.<br>Ainsi le prélèvement est estimé à 81 500 m <sup>3</sup> au titre de l'année 2024 et l'exploitant se projette sur un prélèvement de l'ordre de 120 000 m <sup>3</sup> dans le cadre de l'augmentation de la production.<br>Pour rappel, le prélèvement horaire maximal pour le pompage, autorisé par l'arrêté de 1995, est de 5 m <sup>3</sup> /h (article 15) et l'exploitant envisage dans son étude, un débit unitaire égal à 130 m <sup>3</sup> /h.<br>L'inspection a informé l'exploitant qu'une instruction est engagée afin de donner suite à cette étude technico-économique. Au vu des éléments transmis, il sera nécessaire de proposer, à l'autorité administrative, des prescriptions complémentaires. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## N° 2 : Registre MCP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/05/2025, article R.515-114, R.515-115 et R.515-116                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Installation de combustion                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>R. 515-114 :<br>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :<br>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;<br>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;<br>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;<br>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;<br>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;<br>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;<br>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;<br>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »<br>II. Ces informations sont communiquées :<br>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :<br>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;<br>[...]         2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés |

aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

L'installation de combustion de la société Vaubernier est concernée par la directive européenne dite MCP relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion de taille moyenne (directive (UE) 2015/2193).

L'exploitant n'a pas renseigné le recueil des données (registre MCP) administratives et techniques concernant les caractéristiques de son installation de combustion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, un justificatif de versement des caractéristiques de son installation de combustion dans le registre MCP.

Cette déclaration s'effectue par téléprocédure via le site suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Combustible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Installation de combustion

**Prescription contrôlée :**

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

**Constats :**

L'installation de combustion du site de Vaubernier est composée des appareils suivants :

- Chaudière n°1 (fioul lourd) en appareil d'appoint fonctionnant moins de 500 h/an, d'une puissance thermique de 3,137 MW ;
- Chaudière n°2 (fioul lourd) actuellement en secours et destinée à être démantelée, d'une puissance thermique de 2, 509 MW,
- Chaudière n°3 (propane) en appareil principal fonctionnant plus de 500 h/an d'une puissance thermique de 4,931 MW ;
- Groupe électrogène (fioul domestique) de secours avec une puissance de 1,280 MW.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : VLE Chaudières

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                  |                                       |                           |                                  |                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Installation de combustion                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <p>II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                  |                                       |                           |                                  |                          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Puissance P (MW) | SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) | NOx (mg/Nm <sup>3</sup> ) | Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> ) | CO (mg/Nm <sup>3</sup> ) |
| Fioul Lourd                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 5 ≤ P < 10       | 350                                   | 550                       | 30                               | 100                      |
| Gaz de pétrole liquéfiés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | P < 5            | 5                                     | 150                       | -                                | 100                      |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <p>Depuis le 01/01/2025, des baisses des valeurs limites sur les NO<sub>x</sub>, le SO<sub>2</sub> et les poussières sont en vigueur sur les appareils de combustion fonctionnant au fioul lourd :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 600 mg/nm<sup>3</sup> à 550 mg/nm<sup>3</sup> pour les NO<sub>x</sub> ;</li> <li>• de 1700 mg/nm<sup>3</sup> à 350 mg/nm<sup>3</sup> pour le SO<sub>2</sub> ;</li> <li>• de 100 mg/nm<sup>3</sup> à 30 mg/nm<sup>3</sup> pour les poussières.</li> </ul> <p>De plus le CO est une nouvelle valeur à suivre.</p> <p>Afin de suivre ses installations, l'exploitant a transmis à l'inspection les relevés effectués par son prestataire SAACKE en avril 2025. Les données fournies ne prennent pas en compte les poussières ainsi que le dioxyde de soufre.</p> |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| L'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport d'essais de mesure des rejets atmosphériques prenant en compte les nouvelles valeurs réglementaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                  |                                       |                           |                                  |                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                  |                                       |                           |                                  |                          |

#### N° 5 : Conformité aux VLE

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 IV et 6.2.10 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Installation de combustion                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                             |
| 6.3.VI                                                                                      |

Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

**6.2.10 :**

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité. Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

**Constats :**

Le dernier rapport effectué par un organisme agréé et transmis à l'inspection a été édité par l'APAVE (accréditation COFRAC n°1-7202) le 30/08/2024, donc selon les valeurs applicables jusqu'au 31/12/2024.

Les valeurs présentaient une non-conformité pour la chaudière n° 1 au niveau de l'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>). Par transmission du rapport d'intervention, après réglage, du prestataire Babco (en date du 06/12/2024) la mesure NO<sub>x</sub> de la chaudière était conforme.

Sur demande de l'inspection, suite à l'application des nouvelles valeurs depuis le 01/01/2025, l'exploitant a transmis de nouveaux relevés de mesure des rejets atmosphériques concernant les chaudières n°1 et n°3. Ces relevés, incomplets (pas de mesure des poussières, SO<sub>2</sub>), montrent un dépassement des valeurs en NO<sub>x</sub> pour la chaudière n°1, pour les essais allant d'une allure de 10 % à 80 % (plus de 550 mg/m<sup>3</sup>) et en CO pour les essais à 20%, 80 % et 90 % (jusqu'à 4 299 mg/m<sup>3</sup>).

L'exploitant a indiqué à l'inspection la réalisation en cours d'un dossier de porter à connaissance, avec le bureau d'étude GES, visant à la séparation des appareils de combustion de l'installation actuelle en deux installations distinctes.

La chaudière n°1 fonctionnant moins de 500h/an, serait dans une installation distincte avec les valeurs de l'article 6.2.4.1.a) applicables, à savoir :

|                          |                        |                  |  |
|--------------------------|------------------------|------------------|--|
| 1 700 (SO <sub>2</sub> ) | 600 (NO <sub>x</sub> ) | 100 (poussières) |  |
|--------------------------|------------------------|------------------|--|

Pour rappel, la chaudière n°2 doit être démantelée d'ici la fin du premier trimestre 2026.

La chaudière n°3, au propane, est l'appareil de combustion principale de l'installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre d'ici la fin du premier trimestre 2026, un porter à connaissance (PAC) prenant en compte :

- les éléments réglementaires (rappelé dans le constat n°10 du rapport d'inspection du 24/09/2024) liés au démantèlement de la chaudière n°2 tel que initialement prévu dans le PAC transmis le 30/08/2022. Pour rappel le délai initialement fixé à 6 mois par l'inspection a été porté à 18 mois sur demande justifiée de l'exploitant ;
- les éléments liés à la demande de séparation de la rubrique 2910, en deux installations distinctes. Les justificatifs techniques apportés doivent démontrer la possibilité de cette séparation qui permettra à la chaudière n°1 d'être conforme par rapport aux valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Avec suites



**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 9 mois

#### N° 6 : Mesure périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II et 6.V

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Installation de combustion

**Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation(COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge. Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

**Constats :**

Le dernier rapport effectué par un organisme agréé et transmis à l'inspection a été édité par l'APAVE (accréditation COFRAC n°1-7202) le 30/08/2024. Conformément à l'article visé, l'exploitant doit faire effectuer une mesure périodique une fois tous les deux ans.

Cependant, au vu des nouvelles valeurs applicables depuis le 01/01/2025, l'inspection a demandé de présenter un nouveau rapport d'essais, comprenant également les suites données aux non-conformités des vitesses d'éjection de gaz (constat n°6 du rapport d'inspection du 24/09/2024).

L'exploitant a transmis des résultats de mesures effectuées par le prestataire SAACKE en avril 2025. L'exploitant n'a pas pu démontrer, au cours de la visite, que ledit prestataire est agréé. Par ailleurs les éléments transmis ne sont pas conformes à l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un rapport de mesure des rejets atmosphériques de son installation de combustion conforme à l'arrêté ministériel du 11 mars 2020.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 3 mois |
|--------------------------------|

#### N° 7 : Vitesse d'éjection

|                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55 |
|------------------------------------------------------------------------|

|                                                                |
|----------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Installation de combustion |
|----------------------------------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

|                                     |
|-------------------------------------|
| B. Autres appareils de combustion : |
|-------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Le rapport d'essais n°134289947-001-1 édité par l'APAVE le 30/08/2024 fait état de non-conformité au niveau de la vitesse d'éjection des gaz pour la chaudière n°1 (4 m/s au lieu de 8 m/s). L'exploitant a justifié ces résultats par l'allure modulante de l'appareil lors des essais, entre 10 % et 20 %. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant a transmis des résultats d'essais portant sur la mesure des valeurs de rejets atmosphériques, effectués en avril 2025 par le prestataire SAACKE. Ces essais démontrent que l'appareil est monté jusqu'à une allure de 90%. Cependant l'exploitant n'a pas fait vérifier la vitesse d'éjection des gaz lors de ces essais. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
|------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant doit faire effectuer des nouvelles mesures comme demandé aux constats n°5 et n°6 en incluant des essais à une allure suffisante afin de garantir que dans les conditions d'émission les plus élevées, les gaz soient éjectés à une vitesse suffisante pour une bonne dispersion atmosphérique. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                        |
|----------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|----------------------------------------|

|                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                |
|--------------------------------|
| Proposition de délais : 3 mois |
|--------------------------------|

#### N° 8 : Efficacité énergétique

|                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9 |
|-------------------------------------------------------------------------|

|                                                                |
|----------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Installation de combustion |
|----------------------------------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du Code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du Code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

|                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport n°134289948-001-1 édité par l'APAVE (accréditation COFRAC n°3-2016) le 26/07/2024. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Ce rapport concerne les chaudières n°1 et n°2. La chaudière n°3 en tant que nouvel appareil, ne doit avoir un premier contrôle deux ans après sa mise en service.

Le rapport fait état :

1° de rendements conformement évalués à une allure de 35 % ;

2° de l'absence d'enregistreur de pression de vapeur faisant partie des appareils de mesure et de contrôle prévus ;

3° du bon état des installations,

4° de l'absence de certains rapports et comptes rendus dans les livrets de chaufferie.

L'exploitant a complété les livrets de chaufferie avec les documents nécessaires, néanmoins, la non-conformité liée à l'absence d'un appareil de mesure n'est pas levée. L'exploitant a indiqué à l'inspection que cet appareil n'était pas présent à l'origine sur la chaudière et ne possède pas les éléments techniques suffisants dans le rapport pour lever cette non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit engager une action corrective en vue de se mettre en conformité vis-à-vis de l'absence d'un enregistreur de pression de vapeur sur ses chaudières au fioul lourd et transmettre les justificatifs à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Bassin de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/08/1995, article 46

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Le bassin tampon de 630 m<sup>3</sup> environ est aménagé de manière à pouvoir recevoir les eaux d'un éventuel incendie.

**Constats :**

Suite à la visite d'inspection du 06/09/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier le volume utile au confinement des eaux d'extinction pour son bassin tampon de 630 m<sup>3</sup>, destiné principalement à la récupération des eaux blanches avant pré-traitement et épandage. Une mise à jour du calcul D9a destiné à déterminer le volume des eaux d'extinction à confiner était également demandé.

Le rapport effectué en collaboration avec Filhet-Allard Praeventia et transmis par l'exploitant, le 18/02/2025 fait état :

- d'un volume utile de 125 m<sup>3</sup> du bassin tampon pour les eaux d'extinction ;
- d'un besoin en confinement des eaux d'extinction de 1 228 m<sup>3</sup>.

Dans son rapport, l'exploitant propose différents scénarios avec plusieurs dispositifs de rétention envisageables. Ces derniers visent principalement (à 67 %) à la mise en place de dispositifs pour une rétention au sein des ateliers.

L'exploitant a indiqué à l'inspection vouloir écarter la solution consistant en la mise en œuvre d'un bassin de rétention, couvrant la totalité du volume demandé, pour des raisons techniques ou du manque d'espace en point bas.

L'inspection rappelle que bien que le volume déterminé soit lié à la surface de référence et donc au bâtiment principal, toutes les eaux d'extinction émises depuis n'importe quel point du site doivent pouvoir être confinées. La mise en place de dispositifs pour une rétention au sein des ateliers doit donc intéresser toutes les structures du site et pas uniquement le bâtiment principal.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 1 mois, fournir à l'inspection un échéancier comportant des délais acceptables pour :

1. la transmission, auprès de l'autorité administrative, d'un porter à connaissance comprenant :
  - les différents scénarios avec les dispositifs de rétention évalués afin de pouvoir justifier ceux qui ont été retenus et ceux écartés ;
  - les devis pour l'aménagement et/ou la réalisation de travaux concernant la mise en œuvre de ces dispositifs ;
  - les procédures qui seront instaurées afin d'assurer l'activation de ces dispositifs en heures ouvrées et non ouvrées ;
  - le contenu des formations qui seront délivrées aux personnels ;
  - les différentes mesures liées à la surveillance, l'entretien, les vérifications et les contrôles de ces dispositifs.

Le guide D9a limitant la profondeur de la rétention (hors bassin) à 20 cm, tout dispositif de rétention, notamment intra-bâtiments, supérieur à cette hauteur fera l'objet d'un avis du SDIS 53.

2. les travaux de mise en place des dispositifs de rétention et la transmission des justificatifs de réception, après essais.

**En cas de non-transmission de cet échéancier, l'inspection pourra proposer une mise en demeure à l'autorité administrative.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 69

**Thème(s) :** Produits chimiques, Biocides

**Prescription contrôlée :**

1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide, en particulier les mentions de danger et les conseils de prudence visés à l'article 22, paragraphe 2, point i), à la directive 1999/45/CE et, le cas échéant, au règlement (CE) n° 1272/2008. [...]

2. Outre le respect du paragraphe 1, les titulaires d'autorisation veillent à ce que l'étiquetage n'induisse pas en erreur quant au risque que présente le produit pour la santé humaine, pour la santé animale ou pour l'environnement ou quant à son efficacité et, en tout état de cause, ne comporte pas les mentions « produit biocide à faible risque », « non toxique », « ne nuit pas à la santé », « naturel », « respectueux de l'environnement », « respectueux des animaux », ou toute autre indication similaire. De plus, l'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes :

- a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques ;
- b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme « nano » entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux ;
- c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission ;
- d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation ;
- e) le type de formulation ;
- f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé ;
- g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation ;
- h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins ;
- i) la phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi » et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ;
- j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage ;
- k) le numéro ou la désignation du lot de la préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage ;
- l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ; des indications concernant le nettoyage adéquat du matériel ; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport ;
- m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité ;
- n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la contamination de l'eau ;
- o) dans le cas des produits biocides contenant des microorganismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE. Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des produits chimiques destinés au nettoyage de ses installations de transformation du lait. Parmi ces produits :

1. dix-huit comportent au moins une substance active et sont donc considérés comme biocide ;
2. Douze produits sont sous statut transitoire pour le TP 04 ;
3. Un produit bénéficie d'une autorisation de mise sur le marché (ANTI-GERM DES OXY AIR - FR2021-0034-02-01) pour le TP 04 ;
4. Cinq produits ne sont pas présents sur les bases de l'ANSES ou de l'ECHA (Detzym Surfaces, Baso AC 200 CMS, Techline, Clean A-NO 32, Clean A-SP 43) ;
5. Parmi les cinq produits non présents sur les bases de données, deux produits comportent une substance active (acide nitrique) non approuvée par l'ECHA pour l'utilisation en TP 04 mais approuvée en TP02.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                            |
| L'exploitant doit transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les justificatifs concernant les statuts de produits mentionnés au 4) ;</li> <li>• les justificatifs concernant que l'utilisation des produits mentionnés au 5) est en adéquation avec le type d'usage approuvé (TP02) .</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 11 : Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 25/02/2012, article 70                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Biocides                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) des différents produits dont les biocides. Comme indiqué précédemment, seul le produit ANTI-GERM DES OXY AIR est sous AMM depuis le 02/02/2017. La FDS (mise à jour du 02/08/2024) correspond au Méta RCP 2 du résumé des caractéristiques du produit puisque la concentration de peroxyde d'hydrogène est inférieure à 10 %. De fait, les indications liées à la propriété comburante (Méta RCP 1 pour la concentration à 35 %) n'apparaissent pas dans la FDS.<br>La catégorie d'utilisateur (uniquement professionnels) n'apparaît pas dans la FDS. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| L'exploitant doit transmettre à l'inspection un justificatif de demande de mise à jour de la FDS auprès du fournisseur avec le complément d'information nécessaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |